

Déclaration d'urgence hydrique

Les effets combinés de la crise climatique et de l'utilisation humaine de l'eau menacent sa disponibilité en France, pour les humains, les non-humains et la santé des écosystèmes aquatiques.

Le cycle de l'eau - comme les grands cycles biogéochimiques planétaires (carbone, azote, phosphore, ...) - est impacté de façon très importante par les activités humaines [1]. La production de nourriture, les activités industrielles, la production d'énergie et la consommation d'eau potable exercent des pressions de plus en plus fortes sur les masses d'eau continentales, de surface comme souterraines. La crise climatique - résultant des émissions soutenues de gaz à effet de serre - modifie en parallèle les cycles hydrologiques et leurs caractéristiques - notamment la saisonnalité, l'intensité des phénomènes, la partition entre pluie et neige, l'évolution de glaciers, etc. - car ils dépendent étroitement de la température terrestre et des régimes de précipitations.

Les constats concernant la quantité comme la qualité de l'eau sont alarmants. La moitié des lacs et réservoirs dans le monde perdent en volume depuis 30 ans [2]. L'humidité des sols, cette "eau verte" indispensable aux écosystèmes et à notre agriculture, est bien plus variable ces dernières décennies (alternance de sécheresses et de périodes humides) comparé aux derniers 6000 ans [3]. On observe une augmentation des sécheresses du sol en Europe depuis 30 ans en fréquence et en durée [4]. La sécheresse de 2022 a été particulièrement intense, l'été 2022 étant le deuxième été le plus chaud depuis 1900 [5]. Alors que les ressources souterraines (nappes phréatiques) s'amenuisent [6], une grande partie des cours d'eau français ont vu leur niveau chuter de façon très significative en période estivale [7]. Cette diminution de débit peut conduire à des phénomènes d'assecs ou à des augmentations importantes de température qui ont des conséquences désastreuses sur les écosystèmes et la biodiversité des milieux aquatiques [8]. A côté de cela, les concentrations de pesticides en France diminuent dans les cours d'eau mais augmentent fortement dans les eaux souterraines. Les nappes phréatiques continuent par ailleurs de stocker et de transférer des substances phytosanitaires très persistantes, qui ont été appliquées il y a parfois des décennies mais qui sont aujourd'hui interdites car jugées trop dangereuses (atrazine, chlorate de sodium, simazine, etc.) [9].

La plupart des observations et des outils de modélisation convergent pour prédire que les événements dits "extrêmes" - les inondations et les sécheresses - vont s'amplifier dans le futur [10]. Dans un climat accélérant le cycle de l'eau et l'alternance entre sécheresses et pluies intenses, la probabilité d'occurrence de crues importantes augmente également, remet en question les politiques d'aménagements et l'artificialisation des sols galopante. Le déficit de précipitation mesuré pendant l'automne et l'hiver 2022 a conduit plusieurs organismes le Bureau des Ressource



Géologique et Minières (BRGM) à tirer la sonnette d'alarme pour l'été 2023 [11], tandis que Météo France prévoit des précipitations inférieures à la normale sur un tiers du territoire (et des températures anormalement élevées sur sa moitié) [12]. De nombreux départements n'ont pas quitté l'état d'alerte sécheresse depuis l'été 2022 et beaucoup se sont déclaré comme tel dès la fin de l'hiver pour anticiper les effets d'une sécheresse 2023 plus que probable.

Bien que la communauté scientifique alerte depuis longtemps sur la dégradation de la quantité et de la qualité des ressources en eau, l'action de l'Etat reste largement insuffisante et déconnectée des enjeux.

Depuis de nombreuses années, des plans gouvernementaux sont proposés pour répondre aux enjeux liés à la gestion quantitative et qualitative des masses d'eau. Les propositions d'actions y sont généralement cohérentes mais le manque d'application ou d'ambition les rends souvent inefficaces ou inopérants. Pour exemple, suite au Grenelle de l'Environnement de 2007, le plan Ecophyto visait à réduire de moitié l'usage des produits phytosanitaires en une décennie et retirer du marché certaines préparations contenant les 53 substances actives les plus préoccupantes. Non tenu, cet engagement fut repoussé à 2025 et l'échec devient de plus en plus probable, les suivis environnementaux démontrant que l'utilisation des phytosanitaires est aussi importante aujourd'hui qu'il y a 10 ans [13]. La Directive Cadre européenne sur l'Eau promulguée en 2000 visait à prévenir et réduire la pollution de l'eau, promouvoir son utilisation durable, protéger l'environnement, améliorer l'état des écosystèmes aquatiques et atténuer les effets des inondations et des sécheresses. Sa mise en œuvre est peu effective en Europe, la France ne faisant pas exception. Enfin, le dernier "plan eau" national annoncé en mars 2023 manque d'ambition, restant flou et très peu contraignant pour les activités agricoles (responsable de 80 % de l'eau en période estivale quand les manques d'eau sont les plus flagrants [14]), l'industrie et la production d'énergie, sans prendre en compte les particularités locales.

Les problématiques autour de l'eau sont de plus en plus complexes car l'eau n'est pas disponible de la même façon toute l'année ni sur tout le territoire, et pourtant l'eau doit se répartir entre une multiplicité d'usages (eau potable, nourriture, énergie, et production de biens). Certaines solutions techniques (barrages, digues, bassines, réutilisation des eaux usées ...) sont proposées aujourd'hui pour répondre à des problématiques d'eau agricole, potable, ou de lutte contre les inondations. Elles pourraient sembler pertinentes et durables mais sont souvent des mirages ou des mal adaptations qui n'intègrent pas vraiment la finitude de l'eau disponible, les impacts associés (énergie, biodiversité, ...). L'histoire a d'ailleurs montré que de tels développements pouvaient paradoxalement augmenter la vulnérabilité aux inondations et aux sécheresses, en favorisant "l'oubli du risque" [15] et en maintenant un cercle vicieux de dépendance hydrologique qui ne remet pas en question notre mode de production [16].



La réduction des prélèvements et des usages raisonnés reste la meilleure solution à court comme à long terme. Avec la réduction des pertes dans les réseaux de distribution qui représente 20% des volumes prélevés [17] ou l'utilisation de techniques d'irrigation peu dispendieuses, la sobriété des usages semblent donc bien plus prioritaires pour atteindre rapidement une gestion de l'eau à la mesure de l'urgence hydrique. Cela s'applique également à l'énergie, la sécheresse de 2022 ayant réduit de 20% la production hydroélectrique, tandis que la dépendance du refroidissement des centrales nucléaires au niveau des cours d'eau et aux vagues de chaleurs entraînent des arrêts de production dont la fréquence augmentera [18], au point que le Cour des Comptes recommande une adaptation du parc existant et à venir pour une sobriété hydrologique et en contexte de changement climatique [19].

Un changement de cap, axé sur la sobriété à tous les niveaux, est urgent.

Nous, {collectivité territoriale}, nous engageons sur les points ci-dessous :

A traiter l'eau comme un bien commun indispensable à la vie et au développement socio-économique. Son utilisation ne peut être mobilisée uniquement par quelques acteurs de la société, elle doit être partagée entre la société et l'environnement. Les conflits d'usage devront être discuté de manière concertée, en impliquant des assemblées citoyennes donnant une réelle voix à la diversité des utilisatrices et utilisateurs.

A faire une utilisation raisonnée de l'eau dans le cadre de cet état d'urgence hydrique. Son prélèvement doit être limité et concerté pour atteindre la sobriété nécessaire à sa gestion soutenable.

A ne pas traiter l'eau comme un bien commercial, son prix doit permettre de réguler son usage (p. ex. tarification progressive des prélèvements pour TOUS les acteurs), et non de faire du profit.

A assurer une distribution efficace de l'eau, en minimisant les pertes dans le réseau de distribution ; cela implique un investissement immédiat et massif dans l'inspection, la rénovation ou le remplacement de l'existant.

A stocker l'eau ou ralentir le cycle de l'eau dans la stricte limite de ce que peuvent supporter les écosystèmes concernés. Cela passe par une évaluation rigoureuse des solutions proposées faisant actuellement défaut [20], à l'échelle du territoire et guidée par le principe de précaution ; en privilégiant les solutions laissant l'eau dans le sous-sol, et en associant systématiquement les connaissances hydrologiques, écologiques et socio-économiques [21].

A s'astreindre à l'objectif zéro artificialisation BRUTE à l'horizon de quelques années : l'imperméabilisation des surfaces étant un facteur important de réduction de l'infiltration d'eau dans les sols.



A défendre et soutenir les services de l'état pour qu'ils aient les moyens adaptés pour contrôler, protéger et appliquer les mesures prises en faveur d'un meilleur usage de l'eau.



Sources

- [1] Abbott, B. W., Bishop, K., Zarnetske, J. P., Hannah, D. M., Frei, R. J., Minaudo, C., ... & Pinay, G. (2019). A water cycle for the Anthropocene. *Hydrological Processes*, 33(23).
- [2] Yao, Livneh, Rajagopalan, Crétaux, Wada, Bergé-Nguyen (2023). Satellites reveal widespread decline in global lake water storage. *Science*380,743-749(2023).DOI:10.1126/science.abo2812
- [3] Wang-Erlandsson, L., Tobian, A., van der Ent, R. J., Fetzer, I., te Wierik, S., Porkka, M., ... & Rockström, J. (2022). A planetary boundary for green water. *Nature Reviews Earth & Environment*, 3(6), 380-392.
- [4] Almendra-Martín, L., Martínez-Fernández, J., Piles, M., González-Zamora, Á., Benito-Verdugo, P., & Gaona, J. (2022). Analysis of soil moisture trends in Europe using rank-based and empirical decomposition approaches. *Global and Planetary Change*, 215, 103868.
- [5] <https://www.lesagencesdeleau.fr/ressources/secheresse-2022-lete-de-tous-les-records>
- [6] Xanke, J., & Liesch, T. (2022). Quantification and possible causes of declining groundwater resources in the Euro-Mediterranean region from 2003 to 2020. *Hydrogeology Journal*, 30(2), 379-400.
- [7] Portail MAKACHO (Mann-Kendall Analysis of Hydrological Observations) de INRAE [<https://makaho.sk8.inrae.fr/>]
- [8] <https://naturefrance.fr/indicateurs/petits-cours-deau-asseches-en-ete>
- [9] Eau et milieux aquatiques - Les chiffres clés, Office Français de la Biodiversité & Service des données et études statistiques du ministère de la Transition écologique, 2020. <https://www.ofb.gouv.fr/documentation/eau-et-milieux-aquatiques-les-chiffres-cles-edition-2020>
- [10] <https://public.wmo.int/en/resources/bulletin/regional-trends-extreme-events-ipcc-2021-report>
- [11] <https://www.brgm.fr/fr/actualite/communiqu%C3%A9-presse/nappes-eau-souterraine-au-1er-juin-2023>
- [12] <https://meteofrance.fr/actualite/publications/les-tendances-climatiques-trois-mois>
- [13] Atlas des pesticides, Fondation Heinrich Böll / Friends of the Earth Europe / BUND / Pesticide Action Network Europe / La Fabrique écologique, mai 2023. <https://fr.boell.org/fr/2023/05/15/atlas-des-pesticides>
- [14] <https://www.ecologie.gouv.fr/secheresse>
- [15] Di Baldassarre, G., Martinez, F., Kalantari, Z. & Viglione, A. Drought and flood in the Anthropocene: feedback mechanisms in reservoir operation. *Earth Syst. Dyn.* 8, 225–233 (2017).
- [16] Di Baldassarre, G., Wanders, N., AghaKouchak, A. et al. Water shortages worsened by reservoir effects. *Nature Sustainability* 1, 617–622 (2018). <https://doi.org/10.1038>
- [17] <https://www.eaufrance.fr/repere-rendement-des-reseaux-deau-potable>
- [18] Ahmad, A. (2021). Increase in frequency of nuclear power outages due to changing climate. *Nature Energy*, 6(7), 755-762.
- [19] <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/ladaptation-au-changement-climatique-du-parc-des-reacteurs-nucleaires>



[20] Carluer N., et al. 2016. Expertise scientifique collective sur l'impact cumulé des retenues. Rapport de synthèse. 82 pp + annexe. <https://expertise-impact-cumule-retenues.inrae.fr/les-rapports/>

[21] Di Baldassarre, G. et al. Perspectives on socio-hydrology: capturing feedbacks between physical and social processes. *Water Resour. Res.* 51, 4770–4781 (2015).

